

SPÉCIAL

SOLIDARITÉ



9405, rue Sherbrooke Est, MONTRÉAL (Québec) H1L 1E6

VOLUME 12, NUMÉRO 4

JUIN 1990

EL SALVADOR

L'OFFENSIVE DU FMLN OUVRE UNE VOIE NOUVELLE POUR LA PAIX



À l'automne dernier, le Salvador a tremblé. Ce n'était pas la première fois car n'oublions pas que la guerre et la répression y règnent depuis plus de dix ans. Mais l'offensive lancée par le Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) à l'aube du 11 novembre 1989, la plus importante depuis le début des années 80, marque une étape importante dans l'histoire de la lutte du peuple salvadorien.

Depuis leur arrivée au pouvoir, les partisans d'ARENA (Alliance républicaine nationaliste) cherchent la confrontation directe avec les forces populaires et ils s'attaquent à tous les secteurs de l'opposition. Ils ne croient pas les forces armées du FMLN suffisamment fortes pour ébranler le pouvoir en place, d'où l'échec des négociations amorcées, le gouvernement exigeant le désarmement pur et simple du FMLN. Aussi, le 30 octobre 89, dans une démonstration de force, le FMLN attaque le quartier général de l'armée dans la capitale. Le gouvernement prend aussitôt sa vengeance contre les organisations populaires. En effet, dans les heures qui suivent, une bombe éclate dans les locaux de COMADRES (Association des mères des disparus), de même que dans ceux de FENASTRAS (im-

portante organisation syndicale salvadorienne). Bilan : 10 morts et une quarantaine de blessés. C'est la goutte qui fait déborder le vase.

C'est dans ce contexte que le 11 novembre, fort de la collaboration indispensable de la population, le FMLN attaque principalement dans la capitale mais également de façon simultanée dans la majorité des autres départements du pays. Réponse quasi immédiate des autorités salvadoriennes : une répression sanglante indiscriminée qui coûtera la vie à plus de 1 500 personnes et fera 4 300 blessés.

Dès le 14 novembre, plusieurs quartiers populaires densément peuplés sont bombardés par l'armée salvadorienne (avec le coup de pouce de quelques pilotes américains), laissant les survivants dans un état d'abandon total. Dans la nuit du 16 novembre, six jésuites, leur cuisinière et sa fille sont sauvagement assassinés dans leur résidence de l'Université Centre-Américaine (UCA) par une unité militaire. Dans la foulée de l'insurrection, un journaliste britannique est tué, deux Canadiens arrêtés (Karen Ridd, membre d'une mission de paix, et le pasteur Brian Rude) et un nombre très important de personnes sont emprisonnées et vio-

lenties. On profite délibérément de l'occasion pour «nettoyer» les quartiers des opposants au régime (dirigeants et militants d'organisations diverses, dont celles qui luttent pour le respect des droits humains) et pour terroriser la population. L'état d'urgence est déclaré, le couvre-feu est de rigueur, les tanks sont au rendez-vous et la ville est assiégée par l'armée. Le gouvernement rejette les propositions de cessez-le-feu du FMLN et réplique par une loi antiterroriste selon laquelle tout contrevenant à l'ordre public – y compris dirigeants politiques et syndicalistes – est passible de un à dix ans d'emprisonnement...

Le gouvernement d'ARENA justifie ces interventions violentes auprès de la population civile en prétextant une agression étrangère commandée de Cuba et du Nicaragua (avec ce dernier, il rompt provisoirement ses relations diplomatiques)...

Les combattants du FMLN poursuivent leurs attaques jusque dans les quartiers riches de la capitale où résident l'oligarchie et les hauts dirigeants militaires. Ces quartiers ne seront évidemment pas bombardés en riposte.

APRÈS DIX JOURS DE COMBATS, LE FMLN AYANT ÉTÉ RECONNU INTERNATIONALEMENT COMME **UNE FORCE POLITIQUE ET MILITAIRE DONT LE GOUVERNEMENT SALVADORIEN DOIT TENIR COMPTE** DANS LE PROCESSUS DE PAIX, L'INSURRECTION SE TERMINE.

LES ÉLECTIONS

ARENA AU POUVOIR

LE 19 MARS 1989, ALFREDO CRISTIANI, candidat du parti Alliance républicaine nationaliste (ARENA), parti d'extrême droite, est élu à la présidence pour un mandat de cinq ans.

LE CANDIDAT DU PARTI ARENA, entrepreneur éduqué aux États-Unis, un inconnu en politique, permet de rendre plus présentable, sur le plan international, la face du parti dont un des fondateurs est Roberto d'Aubuisson, ancien major de l'armée, connu comme étant aussi le fondateur des escadrons de la mort.

LE PARTI ARENA a été créé en 1982, mais déjà en mars 1988 il a remporté les élections législatives et municipales, ce qui a obligé le parti Démocrate chrétien de José Napoléon Duarte à partager le pouvoir pendant la dernière année de son mandat provoquant ainsi l'écclatement du parti en trois factions. La Démocratie chrétienne, au cours des cinq années précédentes (1984-1989) a laissé la corruption se développer au sein du gouvernement comme jamais auparavant. Quant à son chef Duarte, il n'est pas parvenu à diminuer le nombre de violation des droits humains de la part de l'armée et des escadrons de la mort de l'extrême droite salvadorienne. De plus, au début de 1989, le parti ARENA, fort de son succès électoral de 1988, met à profit la corruption du parti Démocrate chrétien, ses divisions, son incapacité à en finir avec la guerre et sa gestion économique catastrophique pour discréditer totalement son rival auprès de la population.

LE FMLN PROPOSE LE REPORT DES ÉLECTIONS

Le 22 janvier 89, le FMLN surprend tout le monde politique en annonçant sa participation aux prochaines élections, mais à condition de les reporter jusqu'au 15 septembre de la même année afin de lui laisser le temps d'organiser sa campagne. Il propose une série de mesures dont :

- l'arrêt de la répression, • la neutralité de l'armée, • la non-intervention du gouvernement des États-Unis, • la modification de la loi électorale, etc.

En échange, le FMLN s'engage à décréter une trêve et à respecter le résultat des élections.

Le PDC est d'accord, ARENA dit non.

L'armée menace de renverser le gouvernement si les élections ne se font pas à la date prévue par la constitution.

À la suite du refus d'ARENA et de l'armée d'accepter cette proposition, le FMLN décrète le boycott des élections.

Les élections ont donc lieu à la date prévue dans un climat de guerre civile. Plusieurs dizaines de personnes ont perdu la vie dont trois journalistes, assassinés par l'armée.

Résultat des élections

Population électorale	2,8 M
Votants ayant eu un carnet d'élection	1,8 M
Ont voté	1 M

Votes valides		939 078
ARENA	505 370	soit 54%
PDC	338 369	soit 36%
Autres (6 partis)	95 339	soit 10%

Le total des votes récoltés par ARENA représente 17,96% de la population électorale du pays.

Le programme du gouvernement

1. Reprivatiser la banque et le commerce extérieur.
2. Continuer la réforme agraire.
3. Libéraliser l'économie du pays pour la rendre plus compétitive.
4. Créer de nouveaux emplois.
5. Développer un programme visant à réduire la pauvreté extrême.
6. Développer un programme de construction de logements populaires.
7. Respecter les droits humains de tous les citoyens.

Résultats après un an

La banque a été reprivatisée, ainsi que le commerce extérieur.

Des terres gérées par des coopératives sont rendues à leurs anciens propriétaires.

Les prix des produits de base ont augmenté de manière incontrôlée.

11 000 mises à pied.

Les frais des services publics comme le transport, le service d'eau, l'électricité ont augmenté de 20% à 40%.

Les bombardements de l'année ont détruit les logements de 75 000 personnes.

Terry Allen



Selon la Commission des droits de la personne, il y a eu en moyenne, 4 assassinats par jour entre novembre 1989 et mars 1990. Actuellement il y a 500 prisonniers politiques et une campagne systématique contre les organisations syndicales et populaires.

LES ÉTAPES DU DIALOGUE FMLN/GOUVERNEMENT

1981: la proposition du FMLN pour une paix négociée discutée directement avec l'envoyé spécial des É.U., Richard Stone, n'aboutit à rien.

On doit attendre Duarte, trois années plus tard pour reprendre le dialogue. Le jour de son investiture, en juin 1984, celui-ci annonce qu'il va négocier directement avec le FMLN. **Les rencontres d'octobre et novembre 1984 sont également infructueuses.**

Pourquoi?

Il apparaît que l'armée qui détient véritablement le pouvoir n'a pas intérêt à résoudre le conflit. La guerre est pour elle une bonne affaire. N'a-t-elle pas accumulé plus de 100 millions de dollars en dix années de guerre? N'a-t-elle pas annoncé l'ouverture de sa propre banque, et octroyé à ses militaires des bénéfices marginaux appréciables tels des régimes de retraite et l'accès à des coopératives alimentaires privilégiées?

Par ailleurs, l'aide très importante des États-Unis a laissé croire au gouvernement et à l'armée qu'ils pouvaient mettre en déroute le FMLN sans recourir aux négociations.

19 mars 1989. Un nouveau gouvernement est porté au pouvoir. Le parti ARENA de Cristiani succède au parti Démocrate chrétien de Duarte. **Un nouveau processus est enclenché.**

Le parti ARENA associé aux escadrons de la mort par son fondateur D'ambuisson doit se donner une nouvelle image, plus conciliante. Il s'engage dans le dialogue. **En septembre et octobre de la même année, deux rencontres ont lieu sans plus de succès.**

Le gouvernement d'ARENA ne voulait-il que gagner du temps jusqu'à ce que le Congrès américain vote une nouvelle aide économique? En effet, en octobre, aussitôt que ce budget est voté, **la répression s'accroît. La bombe posée dans les locaux de FENASTRAS le 31 octobre en est le point culminant.**

Devant l'évidence que le gouvernement se livre à des massacres des forces populaires en même temps qu'il prétend négocier la paix, le FMLN **annule la rencontre prévue en novembre à Caracas et prépare l'offensive** (voir chronique en première page) qui ouvrira la voie à un nouveau processus de négociation avec, cette fois, la médiation de l'ONU.

C'est ainsi que le **4 avril dernier, à Genève, les deux parties s'entendent pour ne pas abandonner les négociations.** Elles signent, en présence de l'ONU, une entente dont les buts sont, outre de mettre fin au conflit, d'accroître la démocratisation du pays, de garantir le respect des droits humains et de réunifier la société salvadorienne.

Du 17 au 20 mai, lors d'une rencontre au Vénézuéla, un échéancier est adopté pour en arriver à la réalisation de ces objectifs.

LE NOUVEAU PROCESSUS ENGAGÉ REDONNE L'ESPOIR À LA POPULATION SALVADORIENNE QU'UN RÈGLEMENT PACIFIQUE DU CONFLIT EST POSSIBLE. QU'EN SERA-T-IL VRAIMENT? CELA DÉPEND DE L'ATTITUDE DES ÉTATS-UNIS IL EST VRAI, MAIS AUSSI DE L'ACTION ET DES PRESSIONS DES MOUVEMENTS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE.

DEVANT L'IMPUISSANCE DES ARMES, LES MOUVEMENTS POPULAIRES SE MULTIPLIENT

Suite à la signature du plan de paix Esquipulas II en août 1987, les mouvements populaires incluant les syndicats se sont emparés d'un espace politique nouvellement ouvert. Plusieurs groupes sont nés après cette date. Sur l'invitation de l'Église catholique salvadorienne, quelques 70 organisations sociales se sont rassemblées en septembre 1988 pour former le Comité permanent pour le débat national, ceci dans le but de trouver une solution politique négociée au conflit. Ce comité est composé de représentants de syndicats, de la communauté académique, de l'Église, de groupes de femmes, de gens d'affaires et de «campesinos» (paysans).

Depuis, avec l'arrivée au pouvoir d'ARENA, ce mince espace politique s'est rétréci. L'attitude du président Cristiani démontre une connivence avec l'armée et une soumission dangereuse du pouvoir civil au pouvoir militaire, responsable de la plupart des violations des droits humains.

Le gouvernement justifie la répression du mouvement syndical et populaire en disant que ces organismes ne seraient que des façades du FMLN ou lui seraient organiquement liées.



Terry Allen

MAIS LA VIOLATION DES DROITS HUMAINS DEMEURE AUSSI INTENSE

De novembre 1989 au début d'avril 1990, l'UNTS (Union nationale des travailleurs salvadoriens), le principal mouvement populaire salvadorien, dénombrait 466 syndicalistes capturés, dont 27 assassinés et 24 disparus. Hector Oqueli Colindres, secrétaire général du MNR (Mouvement national révolutionnaire) est assassiné au Guatemala le 12 janvier 1990 par un escadron de la mort salvadorien qui a certainement agi avec la complicité des autorités militaires guatémaltèques. Des groupes de réfugiés rentrés au pays, des dirigeants d'opposition, des membres de groupes populaires et religieux, d'ONG (organisations non gouvernementales) et d'organisations sociales et politiques diverses sont la cible constante de harcèlement, d'attaques, d'emprisonnement et de tortures. L'Université autonome du Salvador demeure occupée par l'armée mais l'état d'urgence décrété le 11 novembre rendant illégal tout grand rassemblement, a été levé le 10 avril à cause des pressions internationales et en raison de l'engagement du gouvernement dans le processus de paix. Il était en effet incompatible d'aller négocier la paix et de maintenir le pays en état de siège.

Comme le titrait Le Monde Diplomatique en décembre dernier, on ne doute plus de «**l'impuissance des armes**» pour régler de façon significative ce conflit vieux de dix ans. L'espace politique nécessaire en permanence aux groupes populaires fait partie intégrante d'un plan de paix négocié. C'est ce qu'exige le peuple salvadorien afin d'en arriver à une réelle démocratisation du pays.

Ainsi, suite à l'offensive du FMLN, plusieurs regroupements se font entre les organisations populaires qui cherchent la concertation entre elles. Le 27 avril naît le Front d'organisations populaires (FOP) dont fait partie le Comité permanent pour le débat national. Elles veulent contribuer au processus de paix et à la résolution de leurs propres problèmes.

POURQUOI AVOIR ASSASSINÉ DES JÉSUITES?



Terry Allen

- Parce que ces jésuites avaient une crédibilité et une reconnaissance mondiale.
- Parce qu'ils étaient les critiques du gouvernement sur la base de documents scientifiques.
- Parce qu'ils prônaient une solution politique négociée au conflit armé.
- Parce qu'ils incarnaient les valeurs de la théologie de la libération: justice, liberté, démocratie, égalité, partage, défense de l'opprimé, etc...
- Parce que le régime faciste salvadorien ne supporte pas l'intelligentsia.

De Mgr Romero à aujourd'hui, les temps n'ont malheureusement pas changé.

BIBLIOGRAPHIE

1. Jean Robitaille, «En finir avec la guerre – Entrevue avec Guillermo Ungo», dans **Vie ouvrière**, mars-avril 1990, p. 8-11.
2. Hon. Lloyd Axworthy, Rev. Robert Burrows, José Garcia-Lozano, Katherine Pearson, Gery Purdy et Ana Maria Seifert, «**A New Dynamic for Peace**» – Rapport de la mission au Salvador, 26 janvier-1^{er} février 1990, El Salvador Monitoring Group, 9 p.
3. Ashton Scharach-Paris, L'impuissance des armes au Salvador, dans **Le Monde Diplomatique**, décembre 1989, p.7.
4. AMALC (Association médicale pour l'Amérique latine et les Caraïbes), «**Le Salvador**» – Rapport d'une délégation de l'AMALC au Salvador, 25 octobre-2 novembre 1989, 23 p.
5. Pensamiento propio, novembre 1989.
6. Polémica, no 5, 1988.

Ce document a été préparé par :

– le Comité Amérique Centrale

- Clotilde Bertrand
- Nicole Côté
- Ana Maria D'Urbano
- Micheline Jourdain
- René Labrie
- Jacinthe Ledoux
- Miguel Lopez
- Monique Petel
- Nicole Pomerleau
- Roger Ricard
- Richard Simard

Conception graphique :

Nicole Pomerleau

Photocomposition, montage et impression :

Les Presses Solidaires inc.
Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

ÉTATS-UNIS

L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE INTERVENTIONNISTE

Dans les dix dernières années, les États-Unis ont dépensé 5 milliards de dollars dans l'effort de guerre au Salvador. Ils n'ont pas réussi à gagner cette guerre, ni à rétablir la démocratie, ni à résoudre les problèmes socio-économiques. C'est l'échec de leur politique. Selon le sénateur, Mark Hatfield, «Il est temps que les États-Unis cherchent à se retirer du Salvador avec un peu de dignité!» De plus, l'assassinat des jésuites a permis de démasquer, sur le plan international, quel genre de gouvernement les États-Unis soutenaient tandis que la mobilisation du peuple salvadorien lors de l'offensive de novembre 89 leur a démontré leur incapacité à contrôler la situation.

Par ailleurs, les changements importants dans la conjoncture internationale (détente États-Unis - URSS, bouleversements en Europe de l'Est), les pressions à l'intérieur même des États-Unis provenant des groupes populaires et des Églises de même que la perte de consensus concernant la politique centre-américaine au sein du Congrès sont d'autres éléments qui obligent l'administration Bush à changer de tactique.

Le Congrès américain fait des petits pas:

- Il menace de réduire de moitié l'aide militaire au Salvador (projet de loi);
- il encourage les négociations qui ont débuté sous les auspices de l'ONU;
- il réclame à l'armée l'épuration de ses éléments les plus compromettants;
- il demande que l'enquête concernant l'assassinat des jésuites révèle les véritables auteurs du massacre.

Tout cela dans le but de préserver le contrôle d'une situation qui lui échappe et qui menace les intérêts des États-Unis dans la région.

Les États-Unis ne sont pas assurés de maintenir leur hégémonie. Les pays d'Amérique centrale ont de plus en plus la volonté de trouver une solution qui leur soit propre. Les efforts déployés lors des accords de paix d'Esquipulas pour trouver une solution centre-américaine aux problèmes de l'Amérique centrale en est un exemple.

CANADA

QUAND PASSERA-T-IL DE LA PAROLE AUX ACTES?

Suite aux bombardements par l'armée salvadorienne des quartiers populaires de la capitale en novembre dernier, le gouvernement canadien a décidé de suspendre l'aide bilatérale pour une période indéterminée et déclaré que la reprise de cette aide serait conditionnelle à l'amélioration de la situation en ce qui concerne les droits humains. En sera-t-il ainsi pour très longtemps étant donné l'entente conclue à la fin de janvier 1990 entre les gouvernements canadien et salvadorien concernant l'ouverture d'une mission commerciale canadienne à San Salvador? Cela devrait dépendre de l'avancement du processus des négociations entrepris sous l'égide de l'ONU. Toutefois, les efforts du Canada afin d'appuyer ce processus ont été très mitigés jusqu'à maintenant. En effet, **la politique canadienne envers le Salvador prône la solution négociée, le respect des droits humains mais cela ne se traduit pas par des actions concrètes.**

Autant à l'ONU qu'à l'OEA, le gouvernement du Canada manque d'initiatives. Le gouvernement serait-il à ce point mal informé de la situation salvadorienne? Les rapports faits par les nombreuses missions d'observation dans ce pays au Comité permanent des Affaires extérieures et du commerce international ou à l'ACDI prouvent pourtant le contraire. **En choisissant d'ignorer la situation, le gouvernement canadien ne supporte pas dans les faits ses engagements pour la promotion de la paix et de la démocratie au Salvador.**

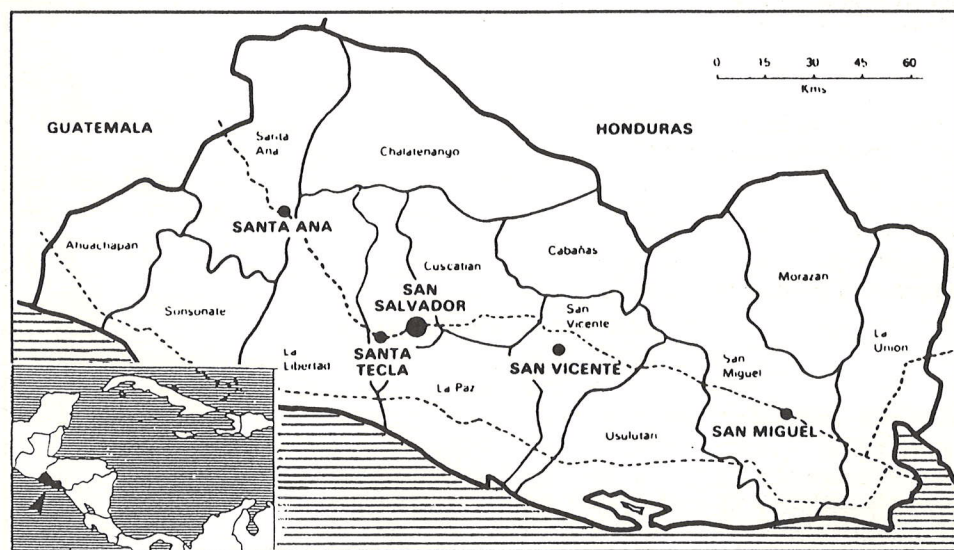
QUELLE EST LA RÉPONSE D'OTTAWA AUX ONG QUI MILITENT DE PLUS EN PLUS ACTIVEMENT EN FAVEUR DE L'OUVERTURE D'UNE AMBASSADE CANADIENNE AU SALVADOR?

La présence permanente du Canada fournirait un atout considérable aux ONG qui se verraient enfin reconnues officiellement par les autorités salvadoriennes en plus de faciliter leurs échanges avec les organisations populaires du pays. Cela éviterait des situations comme celle de novembre dernier, alors qu'Ottawa avait dépêché un représentant de l'immigration pour faciliter l'entrée au pays des ressortissants salvadoriens en danger de mort. Deux mois plus tard, ce dernier était rappelé alors que la tâche à accomplir aurait nécessité deux personnes à temps plein.¹

Du côté canadien, il faudra plus que des déclarations ou des appuis fictifs aux ONG pour que la politique envers le Salvador soit efficace; cela nécessitera avant tout une volonté politique de la part d'Ottawa.

1. «Climat de terreur», Rapport de la mission au El Salvador, Groupe de surveillance sur le Salvador, Conseil canadien de la coopération internationale, 13-16 décembre 1989, p. 13.

QUE FAIRE POUR EL SALVADOR?

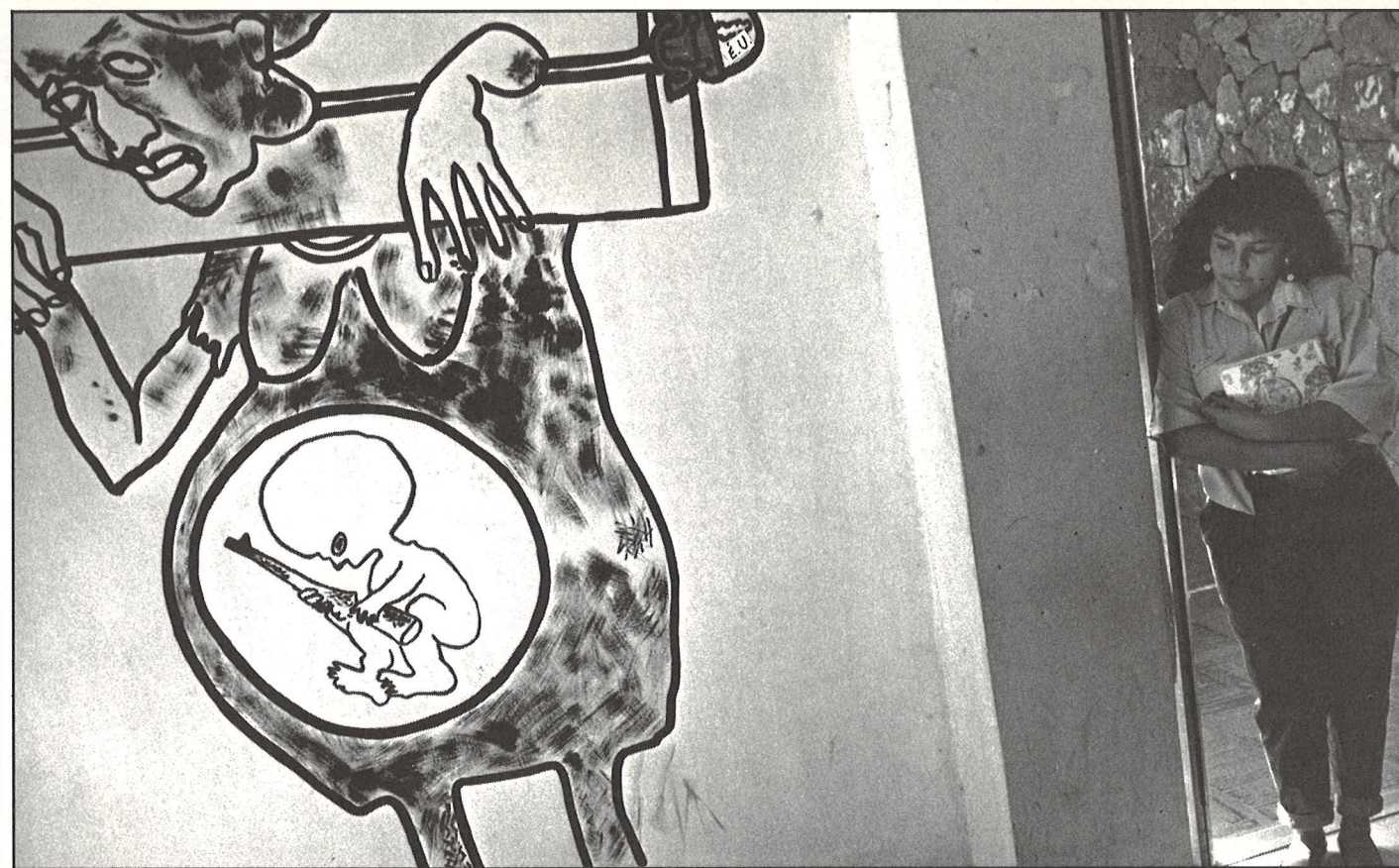


Capitale:	San Salvador
Superficie:	21 040 km ²
Population:	5,01 M
Densité:	238,1 h/km ²
Croissance annuelle:	1,4%
Mortalité infantile:	65/1 000
Analphabétisme:	27,9%

■ SOUTENIR et APPUYER les actions et les projets émanant des groupes de solidarité avec le Salvador.

■ INFORMER notre milieu sur le Salvador en invitant des personnes-ressources et en diffusant les dossiers et bulletins mensuels du Comité Amérique centrale de CISO.

■ ENVOYER des télégrammes, lettres ou téléphoner à Joe Clark, à notre député et autres représentants politiques du gouvernement canadien, demandant que le Canada, à titre de membre du Conseil de sécurité de l'ONU, joue un rôle de premier plan dans le processus de paix et de démocratisation au Salvador.



PRIX: 1,50 \$